Chili : sous pression, le gouvernement de gauche intensifie la lutte contre l'immigration illégale ; les migrants sont rendus responsables par la population de l'explosion de la criminalité (MàJ)

24/11/2023 à 22h23



24/11/23

Au Chili, la ministre de l'Intérieur et de la Sécurité a annoncé que des vols seront spécialement affrétés pour expulser des personnes en situation irrégulière vers le Venezuela et la Colombie ou la République dominicaine.

Ce jeudi, un avion avec 60 personnes expulsées à son bord n'a ainsi pas pu décoller car, selon la ministre chilienne de l'Intérieur et de la Sécurité, Carolina Tohá, le vol n'a pas été autorisé à atterrir par Caracas. La ministre a annoncé que des négociations « *au plus niveau* » seraient engagées.

(…) L’immigration est en forte hausse depuis plusieurs années au Chili qui a accueilli selon des chiffres officiels quelque 1,7 million de migrants dont près de la moitié sont des Vénézuéliens, chassés par la crise économique dans leur pays. Pour faciliter les négociations avec Caracas, le gouvernement chilien a nommé cette année un nouvel ambassadeur -le poste était vacant depuis cinq ans– dans la personne de Jaime Guzman.

Si le Chili accélère les expulsions, c’est en raison des pressions politiques de la droite et d’une partie de l’opinion publique et aussi de la hausse de la criminalité. Selon le Centre d’études publiques, 69 % des Chiliens attribuent cette hausse à la présence croissante de migrants, précise notre correspondante à Santiago, Marion Bellal.

L’objectif est d’expulser 262 personnes en situation irrégulière d’ici la fin décembre, puis 2 400 en 2024. C’est loin de satisfaire la droite qui réclame 12 000 expulsions d’ici la fin de l’année.

RFI

01/05/23

Depuis le 27 février, sur décision du président de gauche, Gabriel Boric, des unités patrouillent dans le nord du pays par où pénètrent des réfugiés vénézuéliens. Nombre d’entre eux se retrouvent dans une zone grise juridique, ni expulsés ni régularisés.

(…) Afin de juguler l’afflux de Bolivie et du Pérou, le président chilien, Gabriel Boric (gauche), a déployé des militaires pour surveiller la frontière avec les deux pays, le 27 février, pour une durée de quatre-vingt-dix jours. Ils ont

le droit de procéder à des contrôles d'identité et d'appréhender les personnes franchissant la frontière. *« L'Etat n'était pas suffisamment prêt à recevoir l'arrivée massive et irrégulière de migrants »*, a fait valoir Gabriel Boric, le 15 mars. *« Malheureusement, certains d'entre eux viennent avec l'intention de commettre des délits* (…). *Nous allons les rechercher et leur rendre la vie impossible, dans le cadre de l'Etat de droit »*, a-t-il ajouté.

Cette mesure constitue un revirement. Avant son entrée en fonction, en mars 2022, le programme de Gabriel Boric promettait une politique migratoire fondée sur lesdroits humains et un registre des étrangers sans permis de séjour, à mille lieues du scénario militaire. Le 18 avril, au contraire, le Parlement a approuvé deux projets de loi durcissant les contrôles migratoires et les conditions d'expulsion.

Selon le ministère de l'intérieur, la présence des militaires – une mesure populaire – a réduit de 55 % le nombre des clandestins passant la frontière chilienne par rapport à la même période de l'année précédente, avec une moyenne de 440 arrivées par semaine. Mais la militarisation met en évidence la difficulté du gouvernement à mettre en place une politique migratoire cohérente, les carences de l'Etat et la fragilité d'un tissu social parcouru par la xénophobie.

(…) Le Monde

09/04/23

Après la mort de trois policiers en un mois, le gouvernement de Gabriel Boric, pour qui la thématique sécuritaire n'était pas une priorité, a dû revoir son agenda. Toute une batterie de mesures a été annoncée pour faire face à l'augmentation de la violence dans le pays. Et certaines visent les étrangers.



Au Chili, en moins d'un mois, trois policiers ont été tués dans l'exercice de leurs fonctions. C'est inhabituel dans ce pays d'Amérique latine. L'un a été renversé par une voiture et les deux autres sont morts après s'être fait tirer dessus. Dans deux de ces trois cas, les présumés coupables ne sont pas Chiliens.

Quelques heures après la mort du troisième policier, les médias ont largement diffusé la photo de deux suspects recherchés, d'origine étrangère. Dans la foulée, le parquet a annoncé que désormais, à Santiago, les procureurs demanderont la mise en détention préventive systématique pour les étrangers sans papiers arrêtés par la police. Un procédé inédit.

Depuis quelque temps déjà, **le Chili fait face à une arrivée massive de migrants**, souvent entrés de manière illégale dans le pays. « *Le Chili a été soumis à un processus migratoire très intense,* commente Claudio González, directeur du centre d'études en sécurité publique, à la faculté de gouvernement de l'Université du Chili. *La première chose, c'est que les*

migrants qui arrivent dans le pays ne sont pas intégrés par la société chilienne. Il y a donc une ségrégation sociale et cela génère des conflits et de la délinquance. »

Selon un organe gouvernemental de prévention de la criminalité, en 2022, les homicides ont augmenté de 33,4% par rapport à l'année précédente, ce qui représente la deuxième plus forte variation en Amérique latine après l'Équateur, où ils ont augmenté de plus de 80%. D'après plusieurs sondages, la délinquance est la principale préoccupation des Chiliens.

Le chercheur pointe aussi du doigt le manque de régulation et de contrôles aux frontières. « *Ça a permis que beaucoup de bandes organisées entrent au Chili sans qu'elles soient captées par le système,* souligne-t-il. *Mais il serait quand même irresponsable de parler d'un lien direct entre criminalité et immigration car c'est le chemin vers la xénophobie et nous en sommes très proches.* »

(…) **Les forces de l'ordre au Chili jouiront désormais d'une « présomption de légitime défense » en vertu d'un texte surnommé par ses détracteurs « loi de la gâchette facile » adopté mercredi par le Parlement.**

(…) RFI

En lien :

Présidentielle chilienne. « Notre candidat l'emporte », exulte Jean-Luc Mélenchon

Jean-Luc Mélenchon, a salué dimanche soir la victoire de Gabriel Boric, candidat de la gauche chilienne qui a été élu président. À 35 ans, alors qu'il avait tout juste l'âge pour se présenter, Gabriel Boric l'emporte avec près de 56 % des voix contre les 44 % à José Antonio Kast, candidat d'extrême-droite et admirateur de la dictature d'Augusto Pinochet.

Politique

De Mélenchon à Hidalgo, le nouveau président chilien les fait rêver

La candidat de gauche, Gabriel Boric, s'est imposé ce dimanche au Chili. Une victoire face à l'extrême droite qui redonne de l'espoir à toute la gauche française.



Les plus lus

Homosexualité : Sarah El Haïry devient la première femme ministre à faire son coming out 1

VIDÉO. « Ça criait dans tous les sens » : une attraction prend feu au Futuroscope, deux femmes blessées 2

Immeuble effondré à Marseille : enquête, blessés, disparus… ce que l'on sait de ce drame 3

Le Chili déploie son armée à la frontière nord pour stopper un afflux massif et incessant de migrants clandestins (400 arrivées/jour), qui provoque une explosion de la criminalité dans la région